

Imposition des entreprises : éviter la politique de l'autruche

17.05.2013

D'un coup d'oeil

La symbiose fructueuse entre PME locales et multinationales contribue largement au succès économique, supérieur à la moyenne, de la Suisse. La plupart des entreprises actives à l'échelle mondiale sont interconnectées mondialement et très mobiles.

Celles implantées en Suisse bénéficient souvent d'un statut fiscal cantonal particulier. À elles seules, les multinationales versent à la Confédération 50 % environ des recettes annuelles générées par l'ensemble des impôts sur les entreprises et représentent plus de 150 000 emplois. Il n'est donc pas étonnant que ces entreprises choisissent – tout en tenant compte d'autres atouts de notre pays – de s'implanter sur un site fiscalement attractif. Les multinationales sont dès lors courtisées activement par d'autres pays compétitifs. Dans ce domaine, la Suisse affronte une concurrence mondiale vive. Dans la mesure où les conditions-cadre changent constamment, le monde politique devrait travailler à optimiser régulièrement la fiscalité des entreprises. L'enjeu est de taille : la croissance, des emplois, le niveau des revenus en termes réels et, surtout, des recettes fiscales substantielles pour la Confédération et les cantons et donc la sécurité financière de notre État social.

Depuis quelque temps déjà, l'UE fait pression sur les régimes fiscaux spéciaux des cantons. Ce jeu de pouvoir, injustifié sous l'angle politique, peut à la longue déstabiliser les entreprises concernées. Considérer les recettes fiscales versées par ces entreprises en Suisse comme un acquis serait une erreur. Mettre la tête dans le sable n'est tout simplement pas une option, car l'immobilisme est à proscrire. Ne rien faire conduirait à des pertes de recettes fiscales sensiblement plus élevées qu'investir dans une réforme fiscale renforçant notre économie. Pays ouvert à vocation mondiale, la Suisse a besoin d'une fiscalité attractive. La politique de l'autruche serait fortement dommageable pour l'attractivité économique. Les autorités l'ont aussi compris.